Publication originale : Siino François (2016), « Esquisse de l'historien en maître d'oeuvre. Aux sources de la Maison méditerranéennes des sciences de l'homme », in L.Daklhi et V.Lemire (dir.), *Etudier en liberté les mondes méditerranéens, Mélanges offerts à Robert Ilbert*, Paris, Publications de la Sorbonne, p.397-405.

Esquisse de l'historien en maître d'œuvre

Aux sources de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme

François Siino[*]

La plupart des quelques quatre cents personnes qui arpentent quotidiennement les couloirs ensoleillés de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme d'Aix-en-Provence savent que Robert Ilbert en a été le premier directeur. Certains chercheurs invités qui séjournent une semaine ou deux dans ses studios d'accueil le savent aussi, du moins pour les plus anciens habitués. Les étudiants, doctorants ou post-doctorants qui discutent au bord du long ruisseau qui s'écoule entre les palmiers du patio, prennent le soleil sur les pelouses ou dans l'entrée de la médiathèque ont peut-être vu d'un œil distrait la plaque qui rappelle que le bâtiment a été inauguré en 1997. Toutes générations, occupations et origines confondues, peu des passagers permanents ou occasionnels de la MMSH savent qu'il en a été le fondateur. Encore moins nombreux sans doute savent ce que fonder pouvait bien vouloir dire dans ce cas de figure.

Lorsqu'une institution de la taille de la MMSH sort de terre, on imagine volontiers qu'il s'agit de l'expression de la volonté d'un prince auquel il a bien fallu donner satisfaction, pour le meilleur ou pour le pire. C'est parfois le cas. Mais il arrive aussi que les origines soient plus floues, que des naissances soient moins faciles à retracer. En tentant de rationnaliser après coup, on évoque dans des dosages divers les circonstances favorables, la rencontre imprévisible de quelques personnes, la ténacité hors norme d'un individu, sans que l'on puisse vraiment décider de la part de l'un ou l'autre des ingrédients. Et l'on regrette parfois de ne pas en savoir un peu plus, car les origines disent beaucoup sur les institutions et sur leur devenir. Mais aussi sur ceux qui les ont fait naître.

* Aix Marseille Univ, CNRS, IREMAM, Aix-en-Provence, France

Je ne prétends pas reconstruire ici un récit des origines paré d'une quelconque objectivité, de graver l'histoire officielle d'une institution aujourd'hui bien vivante sur le piédestal d'une statue. À l'inverse, je voudrais donner le point de vue entièrement subjectif d'un embarqué volontaire ayant vécu quelques mois d'un processus situé bien en amont de la décision de création de cette maison. Une minuscule source destinée à devenir un large flot charriant avec lui des institutions, des universitaires et des chercheurs, des responsables politiques, des financements, des étudiants, des recrutements, des terrains à construire, des informaticiens, des architectes… À ces perceptions de l'époque, tant bien que mal remémorées, se sont mêlées quelques réflexions personnelles faites au cours des années suivantes. Ni des unes ni des autres je n'ai cherché à corriger les approximations, voire les erreurs d'appréciation.

La « mission Méditerranée »

Tout semble avoir commencé en novembre 1991 avec une lettre de mission adressée par Hubert Curien, alors ministre de la Recherche de l'un des derniers gouvernements socialistes de l'époque, à Robert Ilbert, alors jeune professeur du département d'histoire de l'Université de Provence, spécialiste d'Alexandrie et de l'Égypte du XIX^e^ siècle. Comme tant d'autres missives de ce genre, la lettre commandait à son destinataire un rapport, à rédiger dans les six mois. Dans ce laps de temps, il s'agissait de dresser un tableau des études universitaires menées en France sur le « champ méditerranéen » et de faire des propositions « visant à améliorer l'efficacité [du] dispositif actuel, de façon à mieux répondre aux attentes des pouvoirs publics et de la société civile ». La plume du ministre attirait l'attention sur l'importance d'un espace méditerranéen ayant vu naître « depuis les époques les plus anciennes, des conflits et des solidarités [ayant] façonné notre culture ». L'idée maîtresse était que l'apport de la communauté scientifique était décisif pour comprendre les évolutions politiques et religieuses, les équilibres sociaux et les flux migratoires. Au moment où commençait à s'élaborer « une réflexion sur les composantes de la culture européenne », la France était naturellement appelée à « jouer un rôle d'intermédiaire » entre les rives nord et sud de la Méditerranée.

On aurait un peu de mal à comprendre, à un peu plus de vingt ans de distance, la portée de la demande ministérielle vis-à-vis d'études méditerranéennes, jusque là peu considérées, sans la replacer dans son contexte. En 1991, l'Union soviétique vient de vivre les derniers soubresauts de la période communiste avec le coup d'Etat manqué de l'été contre Gorbatchev. Mais l'événement est largement éclipsé par les dangers qui montent par ailleurs. La première guerre d'Irak s'est déclenchée au début de l'année à la suite de l'invasion du Koweit par les armées de Saddam Hussein quelques mois auparavant. Un peu partout dans le monde arabe, l'islam politique s'affirme comme une force ascendante dont les franges les plus radicales commencent à répondre à la violence d'État, comme en Égypte. À quelques heures de bateau de Marseille, les islamistes semblent même prêts à prendre le pouvoir par les urnes, comme le confirment les élections législatives algériennes de décembre 1991. De pré carré fournisseur de matières premières et destination de tourisme, le sud de la Méditerranée devient un lieu d'agitation idéologique et politique. De plus,

en 1991, la Méditerranée bouillonne sur sa rive nord. En Slovénie et en Croatie, c'est le début de longs conflits qui vont ensanglanter pendant une décennie les territoires de l'ancienne Yougoslavie.

Face à ces inquiétudes multiformes, en cette fin d'année 1991, le pouvoir politique se tournait donc vers la communauté scientifique, la priant instamment de lui fournir quelques éléments de compréhension. Il s'agissait de compter les forces (intellectuelles) et le cas échéant de les amener à collaborer sur des axes de recherche qui restaient à déterminer. Il était suggéré que la solution étudiée pourrait être celle d'un Groupement d'intérêt public (GIP), en d'autres termes un réseau de partenaires constitué pour une durée déterminée. Bref, il s'agissait de mettre un peu d'ordre dans les rangs traditionnellement indisciplinés des savants afin de pouvoir, le moment venu, obtenir des réponses aux questions que pourraient se poser les gouvernants !

La mission « Méditerranée » – ainsi qu'elle fut rapidement baptisée – avait été dotée d'une somme d'argent prévue pour six mois de fonctionnement. En homme pratique, Robert Ilbert n'eut aucun mal à décider de son emploi. Il commença par recruter un secrétariat permanent en la personne de Christiane Laye. C'est à peu près à ce moment-là qu'un peu par hasard, et totalement ignorant de ses nouvelles responsabilités, que je passai le voir à son bureau de la Faculté de lettres d'Aix-en-Provence pour lui faire part de mes doutes d'étudiant au milieu du gué ; de retour d'une année passée à l'Institut français d'études arabes de Damas pour perfectionner ma pratique de l'arabe, sur le point de partir en Irak comme coordinateur local d'une ONG humanitaire, incertain quant à mon envie de m'inscrire en doctorat de science politique… Il me regarda d'un air pensif, puis m'annonça qu'il avait besoin d'un assistant. Quelqu'un qui sache rédiger, prendre des notes en réunion ou sur des archives, faire des synthèses. Il m'expliqua brièvement les objectifs de la mission. Il faudrait mettre en place une grande enquête nationale pour dresser un état des lieux des chercheurs, des équipes et des programmes « méditerranéens ». Prendre des contacts avec les services des différents ministères concernés pour récupérer des informations, organiser des réunions à Aix et à Paris, rendre compte de l'avancement du travail. Sans doute mener un grand nombre d'entretiens avec des universitaires, des chercheurs… Et puis rendre un rapport en temps et heure. Je sentis qu'il y avait là une perspective d'expérience qui ne se représenterait sans doute pas deux fois. Mon passeport pour l'Irak était prêt mais les négociations internes à l'ONG semblaient devoir traîner en longueur. Quelques jours plus tard, j'acceptais l'offre.

Notre trio prit ses quartiers dans les murs de la Faculté des lettres et sciences humaines d'Aix-en-Provence. En l'occurrence, la salle de réunion 121 qui servait aussi de bureau à Roland Caty, historien spécialiste de Marseille au XIX^{e} siècle. Il nous regarda arriver d'un air un peu éberlué – nous ne devions pas correspondre à l'idée qu'il se faisait d'une mission ministérielle ! – mais son accueil poli se transforma assez rapidement en une amicale hospitalité, peut-être une façon de nous remercier de l'animation que nous amenions dans cette salle un peu triste. C'était quelques années avant le mail et internet. Nos armes principales étaient une ligne téléphonique internationale (sans doute la seule de l'université en dehors du bureau du Président), un petit Macintosh cubique à écran noir et blanc et une photocopieuse. Grâce au soutien logistique et à l'accueil, là aussi très amical, du Groupement de

Recherche « Nord Méditerranée », alors dirigé par Gérard Chastagnaret et installé dans un sous-sol ouvrant sur la cour nord, nous disposions également d'un fax. J'estimai qu'il y avait là des moyens déjà considérables. Mais je pris véritablement conscience de l'importance de l'affaire lorsque Robert ramena deux ordinateurs portables flambant neufs, les tout premiers PowerBook 140 Macintosh. Un pour lui et un pour moi. Je n'en revenais pas de me voir confier un tel bijou de technologie, et Robert m'expliqua que j'étais censé l'emporter partout où nous irions pour pouvoir assurer ma tâche de scribe.

Des intellectuels au pouvoir

Le travail commença immédiatement par plusieurs excursions parisiennes. Il s'agissait en premier lieu de prendre contact avec les responsables concernés au sein des ministères. D'abord, le ministère de la Recherche, commanditaire du rapport, mais aussi la Direction de la recherche et des études doctorales (DRED) responsable de la recherche universitaire, le département Sciences humaines et sociales du CNRS et le ministère des Affaires étrangères, tutelle des centres de recherche français à l'étranger. Tous avaient potentiellement à voir avec les recherches qui pouvaient se mener sur la Méditerranée, mais aucun n'avait de vision très claire de ce qui se faisait dans leurs périmètres et dans leurs multiples intersections. La question ne s'était pas posée jusque là, du moins pas en ces termes…

J'eus une première surprise en rencontrant, lors d'une première réunion restreinte, ces personnages hauts placés. Jusque là, sans aucune expérience en la matière, je pensais spontanément que les individus que l'on rencontrait à ce niveau de responsabilité ministériel étaient des « hommes politiques », ou au moins des administrateurs de métier dont les décisions descendaient s'appliquer à ceux à qui elles étaient destinées (ce qui est sans doute vrai dans beaucoup d'administrations). J'imaginais que dans un ministère de l'enseignement supérieur ou de la recherche, ces « politiques » décidaient de ce qui était bon pour les chercheurs et les enseignants et que ceux-ci, dans leurs universités et leurs instituts, appliquaient de plus ou moins bonne grâce les directives qui leur étaient imposées depuis les bureaux parisiens. Je fus donc assez surpris lorsque je découvris qu'ici, aux postes de décision, il y avait des universitaires et des chercheurs, qui sans même prendre la peine de changer de tenue, pilotaient avec une aisance apparente ces différentes machineries et régnaient sur un monde dont ils étaient eux-mêmes citoyens.

Cet homme pensif aux costumes sombres qui orientait les sciences humaines depuis le Ministère de la recherche était un philosophe qui avait participé au côté d'Althusser à *Lire le Capital* ; ce sympathique barbu aux allures de marin qui dirigeait toute la recherche universitaire dans les mêmes disciplines était un historien lyonnais réputé, spécialiste de sa ville au XVIIIème siècle ; cette immense silhouette filiforme tenant les rênes du département SHS du CNRS était un économiste du travail rattaché à un laboratoire d'Aix-en-Provence ; ce jeune homme agile et souriant en charge des sciences sociales et humaines au ministère des Affaires étrangères était un historien spécialiste de l'Amérique latine en passe de se reconvertir dans la diplomatie culturelle.

Je compris au fil des discussions qu'ils avaient quelque part des homologues (plutôt) de droite qui les avaient précédés et qui viendraient sans doute reprendre leur place si, lors des prochaines élections, la gauche sortait de la scène (ce qui fut le cas en 1993). En attendant, leur capacité d'action était considérable. De fait, ils étaient les véritables détenteurs du pouvoir, et dès lors que les enveloppes financières globales de leurs ministères respectifs n'étaient pas drastiquement amputées, ils étaient relativement libres de faire appliquer les décisions qu'ils jugeaient bonnes.

Je me demandais à quoi pouvait tenir un tel privilège. Etait-ce parce que les universitaires avaient réussi à convaincre les hommes de pouvoir qu'ils étaient seuls en capacité intellectuelle de gouverner le peuple des « humanités » ? Ou bien parce que ce qu'ils faisaient était jugé de si peu d'importance (et d'un coût si ridicule au regard des sciences dures et nobles !) qu'on pouvait bien les laisser décider entre eux de leur façon de passer le temps[1] ?

Quoi qu'il en soit, la double casquette de ces interlocuteurs ministériels offrait au chargé de mission un avantage considérable : extrêmement à l'aise en leur compagnie – n'étaient-ils pas des collègues ? – Robert Ilbert réussissait avec talent à susciter chez eux l'adhésion du scientifique pour obtenir la décision de l'homme de pouvoir. Il leur expliqua rapidement son plan d'action qu'ils approuvèrent, et ils acceptèrent d'ouvrir leurs dossiers que j'explorai lors de quelques autres missions parisiennes. Je m'initiai au monde des unités de recherches ayant le bonheur d'être associées au CNRS (les URA) et de celles qui ne l'étaient pas, des DEA bien en cour et de ceux qui l'étaient moins[2], de la lutte naissante autour des allocations de recherche et des appels d'offres (« Intelligence de l'Europe »). Je découvris avec stupéfaction les budgets mirobolants (à mes yeux) des grandes écoles françaises de l'Éducation nationale en Méditerranée (Écoles françaises d'Athènes et de Rome, Casa Velasquez de Madrid et IFAO du Caire) comparés aux chétives dotations (en proportion) des centres de recherche des Affaires étrangères dans la même région, et la résistance acharnée des premières à accepter dans leurs rangs des spécialistes de périodes historiques trop récentes pour s'avérer dignes d'intérêt…

Le plan d'action

Pendant ce temps, Robert mettait en place son dispositif. La construction comportait plusieurs étages. Dans sa partie la plus visible, il allait fournir la matière d'un état des lieux précis, le repérage des vides les plus criants du dispositif, les thématiques émergentes et celles en déshérence, une carte du territoire scientifique « méditerranéen » sur laquelle on pourrait ensuite faire des plans de bataille (intellectuelle). Les données nécessaires devaient nous être fournies par une grande

1. Quelques années plus tard, en travaillant sur l'université tunisienne, je constatais que même en contexte de dictature, l'Université parvenait à conserver une sorte de statut d'exception et, à ce niveau précis où s'articule le politique et le scientifique, une capacité à influer sur les décisions que l'on ne trouvait guère dans d'autres secteurs.

2. Diplôme d'études approfondies, ancienne appellation du Master (Bac +5), dont la capacité à obtenir pour leurs meilleurs étudiants des bourses de thèse (allocations de recherche) dépendait notamment des appuis dont leurs directeurs jouissaient en haut lieu.

enquête par questionnaire dont Christiane Laye et moi étions chargés, adressée à tous les laboratoires, équipes, fragments d'équipe, programmes, groupuscules et même individus ayant peu ou prou à voir avec la Méditerranée. Cette prospection large se redoublait d'une série d'entretiens individuels avec les représentants des disciplines, institutions et formations. Près de cent cinquante noms sont mentionnés dans les annexes du rapport que Robert et moi rencontrâmes parfois à deux, parfois chacun de notre côté. Certains étaient pour moi des noms célèbres (Jean-Pierre Vernant), aperçus sur des couvertures d'ouvrage en librairie ou en bibliothèque dont j'ignorais qu'on pouvait tout simplement envisager les rencontrer. D'autres, plus jeunes, sont devenus depuis des références dans leur discipline et leur champ d'étude (Henry Laurens).

L'enquête fut largement facilitée par le fait qu'elle se doublait d'une possible récompense : un appel d'offre intitulé « Méditerranée : échanges et affrontements » et des allocations doctorales fléchées qui pouvaient laisser espérer à ceux qui se manifestaient l'obtention de crédits suffisants pour monter un programme, rassembler une équipe, attirer de jeunes chercheurs. C'était une façon habile de dresser un état des forces réellement capables de se mobiliser (et pas seulement affichées sur le papier) et des pistes les plus prometteuses[3].

Les entretiens recueillaient les doléances, les frustrations et les récriminations d'universitaires de tous horizons, mais aussi une masse considérable d'idées, de projets, de suggestions originales, de constats précis. C'est ainsi que fut détecté par exemple, grâce au géographe Michel Sivignon, un manque flagrant de compétences sur le domaine balkanique auquel il fut décidé de remédier.

Dans sa dimension la moins visible – sans pour autant être clandestine – il s'agissait d'un agencement de plusieurs cercles de natures et de tailles différentes qui se croisaient en certains points sans jamais se recouvrir ni parfois communiquer vraiment. Les ressources et les informations qui y circulaient étaient plus politiques ou du moins plus opérationnelles, et elles passaient prioritairement entre les mains du chargé de mission. À côté du quatuor d'administrateurs politico-scientifiques évoqués plus haut, deux petits groupes informels furent mis en place, l'un à Paris, l'autre à Aix qui tinrent plusieurs réunions entre décembre 1991 et avril 1992. D'un côté comme de l'autre, cinq ou six universitaires sans mandat officiel, mais qui apportaient, en même temps que leur expérience et leurs idées, la caution de grandes institutions universitaires comme l'Ehess, l'Inalco ou Sciences po Paris… Certains de ces « conseillers », eux aussi dotés de multiples casquettes – présentes ou passées – pouvaient à l'occasion garantir un accès direct au niveau politique national le plus élevé. Ainsi, lorsque la question des centres de recherche à l'étranger et celle de la place de l'Institut du Monde Arabe dans le dispositif furent posées, Rémy Leveau arrangea en quelques jours une entrevue avec le cabinet de Roland Dumas, alors ministre des Affaires étrangères. La rumeur de ces entrées privilégiées devait bien entendu se diffuser et ouvrait à son tour d'autres portes comme celles du Collège de

3. Entre autres résultats de cet appel, le passionnant ouvrage intitulé *L'invention scientifique de la Méditerranée* dirigé par Marie-Noëlle Bourguet, Bernard Lepetit, Daniel Nordman et Maroula Sinarellis, publié en 1998 par les éditions de l'EHESS.

France ou des écoles françaises de Rome, Athènes ou de Madrid dont le pouvoir considérable nécessitait qu'elles soient diplomatiquement associées à la réflexion.

À Aix-en-Provence, les membres du groupe représentaient les forces de la recherche locale, notamment l'Iremam pour le sud de la Méditerranée, le GDR 97 pour sa rive nord, mais certains offraient également des accès aux instances du pouvoir local, régionales, départementales et municipales. C'est là que nous croisâmes finalement ce qui correspondait le plus à l'image que je me faisais des « vrais » politiques – ceux que je n'avais pas croisé dans les administrations parisiennes –, des responsables pour lesquels la promotion de la recherche méditerranéenne devait prudemment se conjuguer avec l'humeur imprévisible des électeurs.

Je doute fort que Robert ait pu avoir lu à l'époque les travaux des politologues spécialistes des « réseaux de politique publique »[4], mais il semblait en avoir compris d'instinct les mécanismes. Intermédiaire privilégié, il s'était placé au point de passage entre diverses sphères (le politique national et le local, l'administratif, le scientifique), au croisement de causes diverses et de coalitions d'intérêts provisoires, proposant ici, convaincant là, orientant ailleurs. Chaque approbation obtenue à chacun de ces niveaux, chaque engagement pris par l'un ou l'autre de ces acteurs était une assurance supplémentaire que le rapport qui serait rendu servirait à autre chose qu'à lester l'un des nombreux tiroirs du ministère de la Recherche.

Contrôler toutes ces interactions n'était pas toujours simple. Il fut informé à plusieurs reprises que sa mission ne lui valait pas que des bienveillances et que certains essayaient activement de lui mettre des bâtons dans les roues. La guerre du Golfe toute récente ayant laissé des traces dans le vocabulaire de l'époque, il appelait ces menaces des *Scuds*. Mais disait-il en souriant, il avait en réponse quelques missiles anti-missiles *Patriot*. Il décrochait le téléphone, appelait celui-ci, rappelait celui-là, étalait au grand jour les manœuvres adverses comme s'il ne s'agissait que de simples brindilles sur le chemin. Et les *Scuds* se dégonflaient avant même d'avoir été tirés. Je me souviens de m'être fait, à ce moment là, la réflexion qu'il y avait au moins deux façons d'utiliser le pouvoir : pour bâtir ou pour en empêcher les autres. J'étais reconnaissant à Robert d'être partisan de la première. Aucune attaque sérieuse ne vint en tout cas empêcher que ne se fasse jour l'opération la plus ambitieuse proposée par le chargé de mission « Méditerranée » : la construction dans le Sud-Est de la France d'un vaste campus de recherche méditerranéenne associant rive nord et sud et la quasi totalité des disciplines des sciences humaines et sociales.

Naissance de la MMSH

Je ne sais pas à quel moment de la mission est née l'idée d'une Maison méditerranéenne des sciences de l'homme dans la forme qu'elle devait prendre. Je ne comprends d'ailleurs pas pourquoi je n'ai jamais posé la question à Robert. Sans

4. D'autant que les ouvrages marquants en français sur le sujet ont été publiés un peu plus tard, dans la seconde partie des années 1990. En découvrant cette notion quelques années plus tard à l'occasion de mes recherches de thèse sur la politique scientifique tunisienne, j'ai repensé à cette expérience concrète et cela m'a guidé vers certaines clés d'explication.

doute ma fascination pour son habileté stratégique instinctive m'avait-elle assez longtemps masqué la vision scientifique à long terme qu'il voulait voir aboutir. On pouvait pourtant en lire les prémices dans sa lettre de réponse au ministre. La Méditerranée, y disait-il en substance, a souvent été un discours politique commode chaque fois que l'on a senti la montée des tensions, chaque fois que l'on voulait éviter de voir la réalité en face. Mais, rappelait-il, le « discours méditerranéen » n'était pas l'affaire des hommes de science qui le laissaient volontiers aux politiques. L'aide à la décision pouvait bien être l'un des résultats de la recherche, encore fallait-il ne pas imposer aux chercheurs des objectifs à court terme. Eux devaient s'intéresser aux « réalités méditerranéennes », poser leurs propres questions, connaître les terrains et les langues, utiliser leurs propres outils qui étaient ceux des sciences humaines et sociales. S'il y avait un objectif majeur, il se dessinait à un terme plus lointain et passait avant tout par une lutte de longue haleine « contre les incompréhensions et les effets catastrophiques de l'ignorance ». Et à un tel effort, il fallait consacrer un dispositif pérenne…

Bien sûr, l'idée d'une « Maison de la Méditerranée » à Aix-en-Provence n'était pas nouvelle. Elle était liée à une longue histoire universitaire remontant aux heures de la décolonisation de l'Afrique du Nord qu'il serait trop long de retracer ici. Une histoire illustrée par quelques personnalités remarquables – Jean-Louis Miège, Georges Duby, Gabriel Camps, André Raymond… Une histoire dans laquelle de petites équipes tentaient de se fédérer avant de s'éparpiller à nouveau, victimes de fractures universitaires (historiens de la rive nord de la Méditerranée contre « orientalistes »), de divisions politiques (Facultés de droit et de science politique contre lettres et sciences humaines), de dissensions idéologiques entre « victimes » et militants de la décolonisation, le tout redoublé de classiques rivalités mandarinales. À la fin des années 1980, les deux rives scientifiques de la Méditerranée ne communiquaient guère, partagées entre l'Iremam (que sa composante juridique originelle maintenait proche de l'Institut d'Études Politiques d'Aix[5]) pour le monde arabe et musulman et le GDR Nord Méditerranée dont les historiens et les géographes étaient historiquement rattachés à la Faculté de lettres[6].

Mais certaines choses avaient changé. Bien sûr, il y avait cette opportunité politique au niveau national : la bonne entente qui régnait entre les représentants des quatre tutelles de la recherche « méditerranéenne » était une chose purement conjoncturelle. Il y avait une fenêtre de tir qui ne durerait pas et dont il fallait tirer parti. Mais tout aussi important, une fenêtre de tir scientifique était également en train de s'ouvrir. Du côté des études arabes et islamiques françaises, l'orientalisme dans sa version la plus « coloniale » était en train de disparaître au profit d'une réaffirmation des disciplines des sciences sociales (linguistique, sociologie, histoire, science politique, ethnologie). Á l'inverse, les historiens de la rive nord, considéraient de moins en moins leurs collègues travaillant sur le Sud comme des chercheurs de seconde zone. Il apparaissait que le décloisonnement disciplinaire

5. En dépit des efforts de Bruno Etienne et d'André Raymond pour le rapprocher de la Faculté de lettres.
6. Sur l'héritage scientifique et institutionnel de Georges Duby, voir l'article de Laure Verdon « Georges Duby et le Centre d'Études des Sociétés Méditerranéennes », *Rives méditerranéennes*, n°48-2014, p.17-37.

valait mieux qu'un repli méprisant et que le comparatisme avec d'autres aires géographiques pouvait être porteur de pistes prometteuses[7]. Robert Ilbert était bien placé pour le comprendre ; n'était-il pas le premier historien arabisant à s'intégrer durablement au sein du département d'histoire d'Aix-en-Provence ? Son ouverture intellectuelle, sa facilité à bousculer les lignes établies et à établir des relations avec les individus les plus divers en faisait l'un des rares à circuler sans peine entre ces différents univers. Se dessinait ainsi pour la première fois la possibilité de faire cohabiter de façon fructueuse des études d'aires culturelles nourries d'approches disciplinaires rigoureuses.

Je pense enfin qu'il était l'un de ceux qui avait le plus tôt compris que la recherche n'était plus une activité confinée aux frontières de l'hexagone, que les collègues étrangers, du Nord comme du Sud étaient des alliés face à la mise en place de réseaux internationaux de plus en plus vastes bénéficiant de financements européens, d'organisation internationales ou de fondations privées américaines ou européennes. Et que les programmes qui naîtraient de telles alliances se porteraient en premier lieu vers des institutions aux reins solides, ce qui fut largement confirmé par la suite[8].

Pendant les vacances de Pâques, dans la Faculté de lettres désertée, nous nous attelâmes à la rédaction du rapport que le ministre attendait pour la fin du mois d'avril. Le sociologue libanais Nabil Beyhum vint nous tenir quelques jours compagnie et nous faire profiter de sa vaste expérience en matière de réseaux internationaux. Au terme d'une journée particulièrement studieuse (et chaude pour la saison), Robert nous fit découvrir la pizzeria « Chez Jeannot » dont la terrasse surplombe les eaux calmes de la calanque du Vallon des Auffes à Marseille.

Le rapport fut rendu dans les temps. Le projet de Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme d'Aix-en-Provence fut validé par les différents ministères dès l'été 1992 et une période de préfiguration commença immédiatement. Deux ans plus tard, en 1994, les premiers murs des bâtiments sortaient de terre. Je suivis la suite de l'histoire de loin, les hasards d'une allocation de recherche m'ayant conduit entre temps en Tunisie pour y mener mes recherches de doctorat. À Aix, entourés d'un équipe scientifique et administrative, Robert Ilbert et Christiane Laye portèrent le projet à son terme, réussissant un tour de force assez rare : transformer une injonction politique à court terme en un dispositif scientifique pérenne dont la vitalité a jusqu'à aujourd'hui confirmé la justesse de la vision qui l'avait fait naître.

En rassemblant tant bien que mal mes souvenirs de cette période, je me suis souvenu qu'en 1988, quelques années avant sa mission sur la Méditerranée, Robert Ilbert avait écrit un texte en forme de méditation chronologique dans lequel il faisait remarquer que l'année 1979 – elle aussi riche en péripéties et déchirements dans le monde arabe et musulman – correspondait précisément au début du quinzième siècle

7. Ce fut d'ailleurs un axe du projet que portait Gérard Chastagnaret lors de la transformation du GDR Nord Méditerranée en UMR Telemme en 1994.

8. Il suffit de penser au réseau euroméditerranéen Ramses2 doté de plusieurs millions d'euros que la MMSH pilota entre 2006 et 2012.

de l'hégire[9]. Il y montrait comment « le présent se charge du poids du passé » tout en déniant à l'historien toute prétention à « prophétiser le futur ». Il y révélait une capacité à saisir ensemble plusieurs échelles temporelles et à replacer l'événement dans une perspective de long terme. Comment ne pas faire après coup le lien avec cette étonnante aptitude à mener de front le jeu tactique, au croisement de réseaux politiques, scientifiques et administratifs, et le projet d'une politique scientifique à long terme nourri des intuitions et de la réflexion de l'homme de science, de l'historien. Je n'ai jamais su finalement si cet article, remarqué en son temps, avait été pour quelque chose dans sa nomination en tant que chargé de mission du ministre de la Recherche pour les études méditerranéenne. Encore une question qu'il faudra que je lui pose un de ces jours…

9. Ilbert Robert, « Le Quinzième siècle de l'hégire », dans *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°17, janvier-mars 1988. pp. 3-20.